

Culture



La culture n'est pas une tâche de l'Etat

La culture exprime par la multitude de ses facettes la diversité de la société. Depuis toujours les impulsions à exercer une activité culturelle sont venues des humains eux-mêmes. La culture est donc avant tout le résultat d'une initiative privée. La culture soutenue par l'Etat court toujours le risque de sacrifier à l'ère du temps et aux préférences personnelles de quelques bureaucrates culturels au lieu de créer des valeurs durables et dépassant l'actualité quotidienne. Tout au plus une culture soutenue par l'Etat peut-elle compléter l'offre privée et l'intervention de l'Etat devra toujours respecter le fédéralisme.

Non à une culture imposée par l'Etat

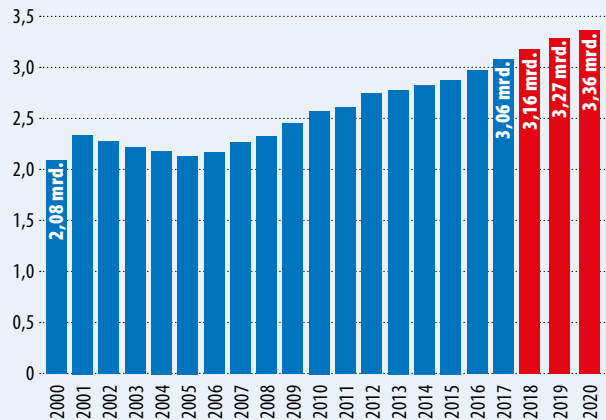
C'est une évidence : plus la culture d'Etat s'étend, plus la culture populaire et vivante recule. La politique culturelle de l'Etat permet aux décideurs politiques de soutenir le type de culture qui leur convient politiquement le mieux, d'où un gros risque de favoritisme et de copinage. La politique culturelle agit aussi souvent selon le principe de l'arrosoir, donc sans distinction et sans utilité réelle. De toute manière, la culture est une affaire de goût. L'Etat n'y a guère sa place. L'UDC souhaite que la bureaucratie culturelle soit considérablement élaguée à tous les niveaux de l'Etat. Dans le domaine de la promotion culturelle, le potentiel d'économie est sans doute de plusieurs centaines de millions de francs.

Plus d'argent – plus de dépendance

Il suffit de lire le message culturel qui définit les lignes directrices de la politique culturelle fédérale pour comprendre à quel point ce domaine est marqué par le centralisme et la mentalité du tout à l'Etat. Les dépenses culturelles considérables de la Confédération encouragent les convoitises et les revendications et créent des dépendances alors que, par définition, les créateurs artistiques devraient s'inspirer de leur passion et prendre personnellement l'initiative de réaliser leurs œuvres et contribuer ainsi à la diversité de la production culturelle. L'UDC refuse une politique culturelle nationale qui vise à harmoniser même les politiques culturelles cantonales et communales. Elle s'oppose aussi à la participation de la Suisse aux programmes culturels de l'UE qui sont avant tout un immense gaspillage d'argent.

Développement des dépenses pour la culture entre 2000 et 2020

(Confédération, cantons, communes) en milliards de francs



■ Dépenses culturelles publiques durant les années 2000 à 2017
Statistique selon OFS, financement de la culture

■ Dépenses culturelles publiques durant les années 2018 à 2020
Pronostic selon le message sur la politique culturelle

L'initiative individuelle crée la culture

De l'avis de l'UDC, la culture n'est par principe pas une affaire de la Confédération, des cantons et des communes. La culture est l'affaire des personnes intéressées à la culture. L'action de l'Etat doit tout au plus être subsidiaire par rapport à l'initiative individuelle et le mécénat privé. Un soutien public apporté à un projet constitue toujours une discrimination pour les projets qui n'en bénéficient pas. L'UDC se bat donc aussi bien contre une bureaucratie culturelle foisonnante que contre la promotion excessive à des fins politiques que génère la politique culturelle actuelle.

Une culture vivante est forcément diverse

Par culture nous entendons d'une manière générale tout ce que les humains produisent par leurs actions. La culture doit être entretenue pour survivre. Un Etat libéral et fédéraliste doit s'efforcer de créer un climat spirituel qui encourage la diversité culturelle. La politique culturelle actuelle fait juste l'inverse. Une politique culturelle digne de ce nom doit admettre la diversité et non pas viser l'uniformité.

Une culture qui a du succès est une culture qui plaît au public

La culture n'échappe pas à l'économie de marché et, partant, à la loi de l'offre et de la demande. Une production qui passe à côté du public n'a pas de sens. Le succès commercial doit être réservé à la culture qui plaît au public. La culture d'Etat provoque des distorsions de cette concurrence et encourage des projets à motivation politique et idéologique. Preuve en est que la culture populaire ne bénéficie guère

re du soutien de l'Etat. Elle vit principalement du bénévolat et de l'engagement de particuliers, d'associations et de fondations.

La culture encourage la cohésion

Les théâtres d'amateurs, les orchestres d'amateurs, les sociétés musicales, les groupes de yodel, les groupes folkloriques et jusqu'aux Guggenmusik ou aux groupes rock – toutes ces activi-

tés ne visent pas les éloges de quelques critiques d'art, mais se nourrissent de ce qui fait l'esprit de la culture, c'est-à-dire la passion et le besoin de créer ensemble quelque chose qui fait plaisir aux auteurs et à leur public. Cette forme de culture n'a pas besoin de subventions, mais elle exige de la reconnaissance et des conditions de départ équitables. Voilà le cœur de notre culture de milice qui mérite notre soutien.

Positions

L'UDC ...

- exige une politique culturelle qui respecte strictement le principe de subsidiarité: la Confédération ne doit intervenir que dans les domaines où les cantons et les communes ne peuvent pas assumer seuls leur tâche;
- exige qu'il soit mis fin à une promotion culturelle selon le principe de l'arrosoir;
- demande que les structures culturelles surannées, par exemple les théâtres, soient adaptées aux besoins actuels et réduites;
- refuse la constante centralisation de la politique culturelle dans le cadre d'une politique culturelle nationale;
- demande que les fondations culturelles et les donateurs privés bénéficient d'allègements fiscaux et que la constitution de fondations soit facilitée sur le plan légal;
- veut que les musées suisses s'adaptent au goût du public pour atteindre un degré d'autofinancement aussi élevé que possible;
- s'engage pour une culture populaire dans des associations et structures privées ne dépendant pas de l'Etat, mais issues de l'initiative privée et créant une culture locale et nationale de citoyens pour les citoyens;

- s'engage pour que les associations culturelles privées puissent utiliser le plus simplement et le plus avantageusement possible les infrastructures publiques;
- exige que la préférence soit donnée à la culture traditionnelle indigène par rapport aux projets internationaux de prestige bien loin des citoyens;
- se bat contre la participation onéreuse aux programmes culturels UE qui sont un immense gaspillage d'argent et n'intéressent pas le large public.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme fan de culture, la possibilité de profiter d'une culture diversifiée plutôt qu'uniformisée;
- ✓ comme créateur culturel, une plus grande liberté et la protection contre l'influence de l'Etat et la monopolisation;
- ✓ comme musicien populaire ou acteur amateur, des chances égales dans la concurrence culturelle.